



# **Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)**

**Par Mme Mariam Mahamat Nour  
Représentante de la FAO au Mali**

**Première partie : Contexte**

**Deuxième partie : Concepts et approches**

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
(FAO)



# Programme National de Sécurité alimentaire (PNSA):

## Première partie : Contexte

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
(FAO)

Département de la coopération technique



# Mandat de la FAO

## Le Préambule stipule que:

Les États qui adhèrent à l'Acte constitutif, résolus développer le bien-être général par une action particulière et collective, afin :

- d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations placées sous leur juridiction respective;
- d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles;
- d'améliorer la condition des populations rurales;
- et ainsi de contribuer à l'expansion de l'économie mondiale et de libérer l'humanité de la faim;



# Mission de la FAO telle que définie dans le Cadre stratégique 2000-2015

## Mission:

- 23. La mission de la FAO, conformément à l'objectif qui lui a été imparti (Préambule de l'Acte constitutif) et compte dûment tenu de son mandat (Article premier de l'Acte constitutif) est d'aider à instaurer la sécurité alimentaire dans le monde pour les générations actuelles et futures.
- 24. Dans les quinze années à venir, l'Organisation aidera les Membres à lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale; à mettre en place un cadre politique et réglementaire favorable à l'alimentation et à l'agriculture, aux pêches et aux forêts; à assurer une augmentation durable de l'offre et des disponibilités alimentaires; à conserver et à mettre en valeur la base de ressources naturelles et à enrichir les connaissances en matière d'alimentation et d'agriculture, de pêches et de forêts.



# Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA)

## **Mission:**

Aider les pays en développement à atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim avant 2015

## **Démarche:**

Aider les pays à définir, à élaborer et à mettre en oeuvre des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire, en tirant partie des capacités de la FAO et en mobilisant d'autres partenaires



## Principales composantes des programmes pilotes du PSSA :



### Gestion de l'eau et du sol :

Aider les agriculteurs à améliorer l'état des sols et l'humidité disponible, les petites installations de récupération de l'eau, les systèmes bon marché de drainage et d'irrigation artisanale, groupements d'utilisateurs des ressources hydriques, etc.



### Hausse durable de la productivité :

Donner aux agriculteurs les moyens d'avoir accès aux techniques et aux pratiques agricoles améliorées et de les utiliser (semences, gestion intégrée des ravageurs, entreposage, agro-industries, etc.)



### Diversification des systèmes de production:

Promouvoir une meilleure nutrition et des moyens d'existence améliorés au niveau des ménages, grâce à l'élevage artisanal (volaille, caprins, etc.), à l'aquaculture et à l'agroforesterie



Analyse participative des contraintes socioéconomiques et des opportunités : l'accent est mis sur les obstacles entravant la sécurité alimentaire, sur la base de la production vivrière et du revenu, de l'accès aux ressources naturelles et aux marchés et de l'équité sociale



# Programmes Régionaux pour la Sécurité Alimentaire

- But: Améliorer l'intégration régionale parmi les pays en développement voisins en complément aux initiatives nationales
- Deux principales composantes:
  - **Verticale:** initiatives nationales de sécurité alimentaire;
  - **Horizontale:** régionale/activités entre pays, harmonisation du règlement et des procédures sur:
    - le commerce régional et global
    - normes de qualité des aliments





Mais l'évaluation indépendante du PSSA (2002)  
a débouché sur de nouvelles orientations

## Principales recommandations:

- Amélioration du ciblage
- Renforcement des démarches participatives
- Amélioration de la supervision, du suivi et de l'évaluation
- Accent sur les politiques générales
- Renforcement des partenariats
- Exploitation accrue des capacités techniques de la FAO





# Sommet mondial de l'alimentation; cinq ans après

- Sommet mondial de l'alimentation (1996):
  - Plan d'action – Engagement trois (sur sept):  
**« Nous poursuivrons des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture »**
- Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après* (2002):
  - Programme de lutte contre la faim (action sur deux fronts)
  - Alliance internationale contre la faim
  - Directives volontaires sur le droit à l'alimentation



# Priorité à la lutte contre la faim: 7 bonnes raisons

- Impératif moral
- Respect des engagements internationaux
- Objectif réalisable: nous savons comment agir
- Obligation juridique en vertu des conventions sur les droits de l'homme
- Facteur de croissance économique
- Porte ouverte à la lutte contre la pauvreté
- Facteur de diminution des conflits et de stabilité mondiale



# Contexte mondial

## *Montée en puissance de la lutte contre la faim*

- Sommet mondial de l'alimentation (1996) et Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* (2002)
- Sommet du Millénaire (2000)
- Financement du développement (Monterrey) 2002
- Objectifs du Millénaire pour le développement et Équipe spéciale sur la faim
- NEPAD – PDDAA (Afrique)
- Organisations régionales d'intégration économique
- Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire (PRSA)



# Objectifs du Millénaire pour le développement

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Stopper la propagation du VIH/Sida, du paludisme et d'autres maladies et commencer à inverser la tendance actuelle
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



## Un grand nombre d'engagements et projets internationaux prônent un impact notable

- Commission pour l'Afrique (Rapport Blair)
- Conseil Inter Académies
- Investir dans le développement: plan concret pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (J. Sachs)
- Étude du NEPAD : autres systèmes de réserves envisageables à l'appui de la sécurité alimentaire en Afrique
- « Millennium Challenge Account »: compte à l'appui des enjeux du Millénaire
- Troisième Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD III)
- Communiqué final du G8
- Sept. 2005: « Déclaration de New York » sur les sources novatrices de financement du développement
- ET DE NOMBREUX AUTRES !!



Face au nouvel environnement mondial, la FAO a modifié sa façon d'agir, aussi bien au niveau du PSSA que de sa structure intrinsèque...



## Nouvelle orientation du PSSA : appui aux Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire (PNSA)

- Se baser sur les expériences nationales et régionales, notamment les projets pilotes du PSSA, afin d'avoir un impact sur un nombre important de personnes victimes d'insécurité alimentaire
- Maîtrise nationale des initiatives, dans les pays où l'engagement politique en matière de lutte contre la faim et la pauvreté est bien défini
- Intégrer dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement (50% des personnes victimes d'insécurité alimentaire)
- Aborder le problème sous l'angle de la production et de l'accès, ce qui permet d'augmenter la portée des programmes
- Augmenter le nombre de partenaires
- Orientation des actions vers l'obtention d'un impact réel





## Transition des programmes pilotes vers des programmes nationaux

De:

À:

Production



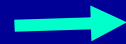
**Production et accès**

Nombre relativement faible d'agriculteurs, coûts élevés (milliers d'agriculteurs)



**Nombre élevé de ruraux, coûts faibles (centaines de milliers, voire millions d'agriculteurs)**

Mieux lotis parmi les pauvres



**Familles victimes d'insécurité alimentaire et vulnérables**

Gains de productivité élevés



**Croissance durable de la production, diversification des moyens d'existence et amélioration de la nutrition**

Vulgarisateurs du secteur public et intrants commerciaux



**Agriculteurs formateurs au niveau de la communauté, meilleure exploitation des ressources locales**

Gestion centralisée



**Gestion décentralisée**



# Transposition à l'échelle nationale des Objectifs du Millénaire pour le développement

- Liens avec les politiques nationales dès le départ, le cas échéant
- Objectif: atteindre au moins 50% des personnes victimes d'insécurité alimentaire avant 2015 (voir OMD 1)
- Grâce à des actions de grande envergure à l'échelle des communautés (champs-école paysan, contacts entre agriculteurs, petites subventions/fonds de roulement – ou tous ces éléments combinés) entreprises par l'intermédiaire de groupes décentralisés (gouvernement, ONG, etc.)
- Association avec de grands programmes d'accès comme Vivres contre travail ou cantines scolaires
- Possibilité d'inclure infrastructures, systèmes de communication, etc.
- **Village par village** – Proposition: couvrir progressivement tous les villages



Les programmes nationaux pour la  
sécurité alimentaire sont plus  
complets et reposent sur des  
concepts fondamentaux de sécurité  
alimentaire ...



# Programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire :

## Deuxième partie : Concepts et approches

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture

(FAO)

Département de la coopération technique



# Définitions liées à la sécurité alimentaire

- **À l'échelle des ménages** : La sécurité alimentaire est garantie lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.



# Définitions liées à la sécurité alimentaire

- **À l'échelle nationale:** Dépend des bilans alimentaires et des politiques nationales.
  - Ainsi, la Malaisie utilise une production de riz de 60% comme indicateur de la «sécurité alimentaire», alors que l'Indonésie estime qu'une autosuffisance en riz de +/- 5% de la production représente un niveau de « sécurité alimentaire ».
  - La Corée du Sud et le Japon garantissent leur « sécurité alimentaire », mais importent plus de 70% de leurs produits alimentaires, tout en maintenant des niveaux de production de riz >100%.
  - Cependant, la sécurité alimentaire à l'échelle nationale n'est pas forcément synonyme de sécurité alimentaire à l'échelle des ménages!



# Définitions liées à la sécurité alimentaire

- **Souveraineté alimentaire** : droit des peuples:
  - à définir leur propre alimentation et agriculture; à protéger et à réglementer leur production agricole nationale et le commerce national, afin d'atteindre les objectifs de développement durable;
  - à déterminer le degré d'autosuffisance qu'ils souhaitent; à restreindre le dumping de produits sur leurs marchés; et
  - à donner aux communautés locales de pêcheurs la priorité quant à la gestion de l'utilisation des ressources aquatiques et des droits y afférents.

La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce, mais favorise l'élaboration de politiques et de pratiques commerciales faisant valoir les droits des peuples à une production sûre, saine et durable d'un point de vue écologique. (Via Campesina, et. al)





## Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire

- **Disponibilité alimentaire:** à l'échelle des ménages, des aliments de qualité doivent être disponibles en quantités suffisantes en temps et en lieu opportuns.
- **Stabilité de l'accès:** les ménages et les particuliers ne devraient pas être confrontés à un risque élevé de perte d'accès aux aliments.



## Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire

- **Accès aux aliments** : par les ménages et les particuliers, grâce à des ressources adéquates leur permettant de produire et/ou d'acheter les aliments adaptés à un régime alimentaire nutritif.
- **Utilisation des aliments**: grâce à des régimes appropriés, à de l'eau propre, aux installations sanitaires et aux soins médicaux, ce qui souligne l'importance des aspects non alimentaires de la sécurité alimentaire.



# Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

- Les deux concepts ne sont ni contradictoires ni antagoniques.
- Pour aborder la sécurité alimentaire sous l'angle des droits, il est indispensable de disposer d'une politique bien définie de sécurité alimentaire.
- Le droit à l'alimentation renforce l'impact des initiatives axées sur la sécurité alimentaire et place la lutte contre la faim au cœur du développement.



# Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

- En tant que droit de l'homme, l'accès de tous à une alimentation suffisante, appropriée et saine doit être garanti en tous temps.
- Pour ce faire, le gouvernement, en tant que principal ayant obligation, est tenu de créer un environnement permettant à chacun de s'alimenter, soit en produisant sa propre nourriture, soit en gagnant sa vie.
- Le gouvernement est tenu de fournir un soutien direct (filets de sécurité, aide alimentaire, etc.) à ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins en raison de leur âge ou de la maladie ou en temps de crise.



# Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

- La principale différence entre le droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire est l'aspect juridique.
- Au titre du nouveau paradigme du développement, l'alimentation est reconnue en tant que droit et ne peut être considérée comme relevant d'un acte caritatif.



## Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

- Pour les gouvernements, l'aide aux personnes vulnérables et souffrant de la faim ne constitue pas un choix, mais une obligation prioritaire. Les particuliers sont des détenteurs de droits et non des bénéficiaires, qui ont le droit de participer activement aux politiques les concernant.
- En cas de violation de leur droit à l'alimentation, des mécanismes appropriés juridiques et d'ordre juridictionnel doivent être mis en place, afin que les responsables ou l'ayant obligation rendent des comptes.



## Ciblage et suivi

- Atteindre la cible des Objectifs du Millénaire pour le développement : 50% au moins des personnes victimes d'insécurité alimentaire – Qui sont-elles ? Où se trouvent-elles? Pourquoi souffrent-elles d'insécurité alimentaire?
- Évaluation de la vulnérabilité et de la malnutrition
- Statistiques nationales
- Réseau SICIAV
- Corrélation avec le droit à l'alimentation et les stratégies de lutte contre la pauvreté en ce qui concerne le contrôle du respect des obligations et les progrès effectués en vue d'établir un environnement propice à la sécurité alimentaire





## « Action sur deux fronts »

- Il est envisagé de faire face à la sécurité alimentaire à la fois de manière globale et non exclusive, en tenant dûment compte des **disponibilités alimentaires** et de **l'accès à la nourriture**.
- Le facteur temps est le même dans les deux cas, puisque des actions à court, à moyen et à long terme sont indispensables.
- Nous estimons qu'il serait utile d'apporter les précisions suivantes concernant la démarche adoptée:



## Disponibilités alimentaires et production vivrière

- Renforcer les disponibilités alimentaires et les revenus des ménages grâce à une hausse de la production et de la productivité :
  - en augmentant la productivité agricole, en particulier des agriculteurs victimes d'insécurité alimentaire;
  - en renforçant la diversification des moyens d'existence et le développement d'entreprises axées sur les marchés dans les communautés rurales;
  - en améliorant les services d'appui à l'agriculture et les infrastructures (commercialisation, finances rurales, communication et voies d'accès en zones rurales).



# Accès et filets de protection sociale

- Amélioration de l'accès aux produits alimentaires pour les personnes souffrant de faim chronique et les groupes les plus vulnérables grâce aux actions suivantes:
  - création de débouchés en matière d'emploi hors exploitation, en favorisant le développement des entreprises privées (crédits aux petites entreprises, formation à la gestion administrative, formation professionnelle, stages pratiques);
  - renforcement et élargissement des filets de sécurité structurels et transitoires à l'appui des ménages les plus nécessiteux (en particulier les personnes âgées, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les handicapés, les malades, notamment du VIH/sida), les nourrissons et les enfants, les jeunes chômeurs des zones urbaines, notamment grâce à des virements directs ciblés, à des repas scolaires achetés localement et aux travaux publics.



# Programme de lutte contre la faim: action sur deux fronts

**Front 1 – renforcement de la productivité et des revenus**

- Techniques simples, bon marché
- Infrastructures rurales
- Amélioration de l'irrigation et de la fertilité des sols
- Gestion des ressources naturelles
- Développement des marchés et du secteur privé
- Sécurité sanitaire et qualité des aliments
- Recherche, vulgarisation et formation agricoles

## Synergies



- Alliances contre la faim
- Filets de protection sociale : achat local des aliments
- Appui aux organisations rurales
- Soins de santé de base, soins en matière de reproduction et prévention
- Éducation en zone rurale
- Réformes juridiques (droit à l'alimentation, etc.)

**Objectif du Sommet mondial de l'alimentation**

**Front 2 – fournir un accès direct à la nourriture**

- Alimentation des mères et des nourrissons
- Repas scolaires
- Prestations de chômage et de retraite
- Vivres contre travail et vivres contre éducation
- Virement monétaires liés
- Soupes populaires et cantines d'usines
- Banques alimentaires
- Rations d'urgence

(Source : SOFI 2004)



# Sécurité sanitaire des aliments

- **La sécurité sanitaire des aliments est importante tant pour les exportations que pour les importations.** Par exemple: La mise en place d'un système d'analyse des risques – Points critiques pour leur maîtrise (HACCP) améliore l'hygiène. Résidus de pesticides, teneurs en aflatoxines des céréales, des fruits secs et des fruits à coques, etc. Il faut effectuer des inspections appropriées des importations pour éviter que les consommateurs des pays importateurs ne soient en contact avec des aliments contaminés.
- **L'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments a également l'avantage d'aider à diminuer les pertes de produits alimentaires,** voire de les éliminer. En bref, améliorer la sécurité sanitaire des aliments peut contribuer à augmenter les disponibilités alimentaires.



# Nutrition

- Par régime équilibré, on entend un régime riche en hydrates de carbone amylacés, comme les céréales et les plantes racines, et en fruits et légumes. Un régime équilibré peut inclure des quantités modérées de lait et de produits laitiers, de viande, de poisson ou de substituts de viande/lait, ainsi que des quantités limitées d'aliments renfermant des graisses ou des sucres.
- Aucun aliment ne peut fournir à lui tout seul les éléments nutritifs nécessaires à notre corps. En conséquence, il est important d'inclure une grande variété d'aliments dans les plans relevant des programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, afin de garantir une consommation adéquate de vitamines, minéraux et fibres alimentaires, qui sont importants pour la santé.



# Cadre pour l'action

- Les programmes nationaux pour la sécurité alimentaire devraient faire partie intégrante de tout cadre national de développement comme les stratégies de lutte contre la pauvreté ou les plans nationaux de développement, le cas échéant
- PNSA feront préférablement partie d'une Stratégie Intégrée de Sécurité Alimentaire qui inclut:
  - une politique de production (politique de recherche agricole, politique de vulgarisation, politique de crédit, mode de faire valoir foncier, gestion des ressources en sol, etc.);
  - politique de consommation (politique alimentaire avec groupes cibles, équité, genre, politique démographique, stocks de sécurité alimentaire, etc.);
  - politique de commerce international (importations, exportations);
  - politique de commercialisation (transformation, stockage, prix).





# Suivi & Evaluation dans les projets/ programmes

Utilisé comme **instrument** pour

- assurer que les activités planifiées et les résultats sont réalisés dans les délais attendus, par les personnes responsables correspondantes, en utilisant les ressources programmées.
- évaluer l'impact des activités en termes d'améliorations dans la sécurité alimentaire



# Prévention des urgences

Le PNSA devrait aussi agir dans le sens de la prévention des urgences et leur impact en :

- Renforçant la capacité des populations rurales à résister et à se relever après des catastrophes d'origine naturelle ou humaine
- S'attaquant aux facteurs qui entraînent les sécheresses et inondations périodiques, les changements des prix, etc. à devenir des "urgences"



Il faut associer ces concepts, afin  
d'établir des programmes  
nationaux de sécurité alimentaire  
complets accordant la priorité aux  
actions de lutte contre la faim...



# Éléments constitutifs des programmes nationaux

- Éléments relatifs à la sécurité alimentaire et vision
- Cadre: global (par ex. OMD) et national (par ex. SLP)
- Maintenir trois grandes composantes techniques (intensification, diversification et eau), en s'appuyant sur les meilleures pratiques pour le passage à l'échelle supérieure ou la répétition
- Renforcement des capacités: privilégier les processus axés sur les populations
- Sécurité alimentaire et nutrition: « action sur deux fronts »
- Prévention et coordination des urgences
- Gestion des ressources naturelles
- Politiques et environnement porteur
- Cadre institutionnel et infrastructures
- Partenariats et stratégies cohérentes



Fin  
Je vous remercie

